

# Le système du « kafala » dans les monarchie du golfe, ou l'esclavage des temps modernes

jeudi 10 avril 2014, par [DAHER Joseph](#) (Date de rédaction antérieure : 3 avril 2014).

## Sommaire

- [Le système Kafala, ou une \(...\)](#)
- [Arabie Saoudite](#)
- [Qatar](#)
- [Conclusion](#)

Le rôle contre révolutionnaire des monarchies réactionnaires et dictatoriales du Golfe n'a cessé à être mis en avant dans les processus révolutionnaires du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord, que ce soit d'un côté dans le soutien de la majorité des pays du Golfe mené par l'Arabie Saoudite aux anciens régimes autoritaires comme aux militaires en Egypte, et de l'autre côté le Qatar, de plus en plus mis en difficulté par ses voisins d'ailleurs qui n'acceptent pas son cavalier seul, pour son soutien aux Frères musulmans dans la région. Dans les deux cas, même si la tactique diverge sur quel acteur soutenir, la stratégie sur le long terme est la même : maintenir des régimes plus au moins autoritaires, religieux ou pas, continuer à promouvoir des politiques néolibérales au niveau économique, et ne pas remettre en cause les rapports de domination à l'impérialisme occidental et de même que le statu quo avec Israël.

Ces différences entre les pays du GCC ont d'ailleurs été dépassées lorsqu'il s'agissait d'intervenir militairement à travers la force militaire conjointe du GCC afin de protéger les élites dirigeantes de la monarchie du Bahrain d'une révolution populaire qui menaçait de les renverser et d'avoir des conséquences dans toute la région.

Les monarchies réactionnaires du Golfe ont également été les principales bénéficiaires des politiques néo libérales (privatisation, ouverture et dérégulation des marchés), dans la région du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord lors des 20 années précédant le début des processus révolutionnaires fin 2010 et début 2011, il est donc dans leur intérêt de limiter ou réduire tout changement radical qui remettrait un statu quo qui lui est favorable. Entre 2008 et 2010, les pays du GCC étaient les premiers investisseurs étrangers en Egypte, au Liban, en Jordanie, en Palestine, en Libye et en Tunisie, tandis qu'ils étaient second au Maroc et en Syrie. Et ces chiffres sous-estiment l'emprise des pétromonarchies sur l'économie régionale, parce qu'ils ne comprennent pas les investissements de portefeuille (boursiers), les fonds souverains, les crédits aux Etats, etc.

Comprendre l'importance économique et politique des pays du GCC nous permet de comprendre que toute lutte pour une libération et émancipation véritable des sociétés de la région ne sera possible sans défier le pouvoir et influence de ces régimes. La prise en compte et la dénonciation du rôle contre révolutionnaire des pays du GCC sont primordiales pour tout mouvement progressiste.

Les politiques étrangères de ces pays reflètent également les dynamiques internes de leurs propres régimes basés notamment sur l'autoritarisme et l'exploitation des travailleurs, particulièrement migrants sur lesquels nous allons nous concentrer. Ces derniers sont les esclaves des temps

modernes...

Dans tous les pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), rassemblant les monarchies réactionnaires de la région, l'esclavage des travailleurs migrant se manifeste à travers le système de « kafala », une forme de « parrainage » dans lequel un citoyen d'un de ses pays, un "kafeel", devient l'autorité légale et le quasi propriétaire d'un travailleur. Le « kafeel » garde notamment en sa possession les passeports des travailleurs, en plus de pouvoir décider si le travailleur migrant peut quitter le pays ou changer d'emploi. En outre, les conditions de travail de ces travailleurs sont le plus souvent catastrophiques : salaires de misère, non provision de soins de santé, manques d'équipement de sécurité sur les lieux de travail, des logements surpeuplés et sordides, non paiement des heures supplémentaires, harcèlements et agressions sexuelles à l'encontre des travailleuses migrantes, etc...

De plus de nombreuses restrictions légales interdites et empêchent toute action collective pour protester contre ces conditions de travail, tandis que les syndicats sont interdits en Arabie saoudite et les EAU et sévèrement limités ailleurs, par exemple au Qatar la loi permet de s'organiser dans un syndicat (affilié à la General Union of Workers of Qatar) dans une entreprise employant au moins 100 Qataris, mais toutes les personnes de nationalité étrangère sont exclues de ce droit.

Certaines monarchies, comme le Bahreïn en 2008 et le Kuwait en 2013, ont mis en place des réformes superficielles suite à des critiques de d'organisations internationales sur le système de « Kafala », mais la réalité est restée la même.

Il est à souligner que dans toutes les monarchies du Golfe, les travailleurs migrants représentent plus de la moitié de la totalité des travailleurs ou de la force de travail, tandis que dans 4 pays (Kuwait, Qatar, Oman et les Emirats Arabes Unis) cette proportion dépasse les 80%. Les travailleurs migrants sont dans leur grande majorité des hommes, entre 70% et 75%, concentrés principalement dans les domaines de la construction et des services, tandis que les femmes sont surtout dans le domaine de la santé et travaux domestiques.

## **Le système Kafala, ou une politique pour mettre au pas tout mouvement social**

Il y a une histoire largement oubliée de luttes sociales importantes dans les monarchies du Golfe, particulièrement entre les années 1950 et 1970. Durant cette période, il y avait plusieurs mouvements de gauche et du nationalisme arabe avec des tendances progressistes à travers la région qui étaient bien organisés. Le rôle de ces mouvements fut important dans un certain nombre d'actions politiques et sociales, comme par exemple lors des grèves et des manifestations à travers les champs de pétrole saoudiens, la lutte de guérilla dans la région du Dhofar à Oman, et le large soutien au Koweït et ailleurs à la lutte palestinienne. Il y avait une forte sympathie parmi les populations du Golfe pour les causes nationales palestinienne et arabes, souvent liés à la présence de travailleurs Arabes de Palestine, d'Egypte, de Syrie, du Yémen, etc...

Ces mouvements ont été réprimés très durement par les régimes monarchiques de la région, déjà fortement soutenus à l'époque par des conseillers britanniques et américains. Mais en plus de cette répression, les autorités en place vont entreprendre une transformation de la nature des marchés de l'emploi de la région, qui est devenu évident dans les années 1980 et 1990. Cela s'est manifesté en particulier après les déportations qui ont eu lieu durant et après la guerre du Golfe de 1990-1991, touchant principalement des travailleurs palestiniens qui étaient punis du soutien de l'OLP à l'époque pour le régime irakien de Saddam Hussein, où les travailleurs arabes ont rapidement été remplacé par des travailleurs migrants temporaires issus principalement des pays du Sud et de l'Est de l'Asie. Ces travailleurs ont été amenés sur la base de contrats à court terme, le

plus souvent logés dans des camps séparés et distants des populations locales, et soumis à des restrictions sévères dans le cadre de leur travail et des droits politiques.

Les monarchies du Golfe se caractérisent aujourd'hui par leur très grande utilisation de ce type de travailleurs migrants temporaires, avec environ 70 % de ces travailleurs issus des pays du Sud et l'Est asiatique et 30 % des pays du Moyen-Orient (la proportion était inversée au milieu des années 1970). Ces flux de travailleurs migrants diffèrent des flux de migration permanent observé dans d'autres régions du monde parce qu'ils sont par nature à court terme, tandis que les droits associés à la citoyenneté sont absents, et se caractérisent pour les travailleurs migrants par la volonté de maximiser les transferts de fonds vers leurs pays d'origine pour leurs familles qui n'ont pas pu les accompagner.

Regardons néanmoins comment ce système s'articule en Arabie Saoudite et au Qatar.

## Arabie Saoudite

Depuis le début de l'année 2013, l'Arabie Saoudite s'est lancée dans une campagne d'expulsion agressive, mêlée de propagandes racistes, contre les travailleurs migrants, dont le nombre s'élève à environ 9 millions sur une population totale de 27 millions d'habitants. Les travailleurs migrants représentent néanmoins un peu plus que 50% de la force de travail totale du pays, tout en constituant environ 28% de la population totale. Un peu moins de 60% des travailleurs migrants sont originaire d'Asie et environ 31% des pays Arabes.

Les autorités saoudiennes ont données aux travailleurs migrants une période « d'amnistie » d'une durée de 7 mois au cours de l'année 2013, où ces derniers avaient le choix de se présenter aux autorités pour se faire parrainer par un employeur et obtenir un titre de séjour ou à défaut, ils et elles devaient renouveler leurs titres de voyage et quitter le royaume, sous peine de risquer une peine allant jusqu'à deux ans de prison et/ou une amende pouvant atteindre 100.000 rials (27.000 dollars). Fin novembre 2013, plus d'un million de migrants avaient dû quitter le royaume. Les conséquences sur l'activité économique du pays ne se sont pas fait attendre d'ailleurs, avec des magasins obligés de fermer boutique, des chantiers à l'arrêt, etc...

Les autorités justifient ces mesures pour permettre plus d'opportunités de travaux aux citoyens saoudiens dans un climat de montée du chômage, qui atteignait 12,1% à la fin de l'année 2013.

Fin mars 2014, plus de 370 000 travailleurs étrangers en situation irrégulière avaient été expulsés au cours des cinq derniers mois en Arabie Saoudite, annonçait le ministère de l'Intérieur, tandis que plus de 18 000 autres en situation irrégulière étaient en attente d'expulsion dans des camps spécialement mis en place par le régime. Le nombre de travailleurs en situation irrégulière n'a cessé d'augmenter dans le royaume saoudien, résultat en grande partie du fait de nombreux travailleurs veulent échapper au système de « parrainage ».

## Qatar

Le concurrent politique de l'Arabie Saoudite dans la région, le Qatar y va également de son exploitation et esclavage moderne des travailleurs migrants. Le pays a une population globale d'environ 1,9 million d'habitants. Mais seulement 200 000 à 250 000 personnes sont comptées comme des Qataris, possédant la nationalité du pays. Près de 90 % de la population active sont considérés comme « des étrangers ». Originaires notamment d'Asie du Sud (Pakistan, Inde, Bangladesh, Népal, Sri Lanka) et d'Asie du Sud-Est (surtout des Philippines) et dans une moindre

mesure de pays arabes plus pauvres. Les salariés immigrés travaillent dans des secteurs bien déterminés, dont le bâtiment (506 000 selon un rapport de juillet 2012), les services à la personne à domicile (dont 132 000 employées de maison féminines), et le petit commerce.

Les irrégularités et abus contre les travailleurs migrants dans le pays n'ont cessé d'augmenter ces dernières années, particulièrement dans le secteur de la construction qui témoigne d'un nouveau boom en vue de l'organisation de la coupe de monde de football qui aura lieu en 2022. Un rapport d'Amnesty International publié en Novembre 2013 déplorait qu'un grand nombre des 500 000 travailleurs étrangers dans le secteur de la construction avaient "des conditions de travail déplorables", et beaucoup travaillant jusqu'à 18 heures par jour.

Dans un autre cas, les ouvriers de l'immeuble « Al Bidda Tower » à Doha terminé en Octobre 2013 et qui est notamment le siège de l'association de football du Qatar, attendent toujours d'être payés leurs salaires, pour certains les arriérés pouvant être supérieur à l'équivalent d'un salaire annuel, par leur employeur. Ils sont depuis lors bloqués dans un camp, tandis qu'ils ont tenté de porter plainte mais le tribunal chargé du droit du travail a demandé à chacun des frais de 165 dollars qu'ils ont été incapables de payer. Plus de 80 de ces travailleurs migrants souffraient d'une « pénurie alimentaire grave » à la fin de l'année 2013.

En novembre 2013, Amnesty International dénonçait d'ailleurs une exploitation "alarmante" des travailleurs immigrés au Qatar, citant des cas où des ouvriers, majoritairement asiatiques, étaient traités d'"animaux", tandis qu'en octobre de cette même année une délégation syndicale internationale avait elle aussi jugé la situation des travailleurs étrangers dans le pays "inacceptable".

Le Qatar, qui avait jugé le 21 novembre 2013 "exagérées" ces accusations, a annoncé en Février 2014 avoir pris une série de mesures pour protéger les milliers de travailleurs étrangers employés sur des chantiers liés à la Coupe du monde de football en 2022. Ces derniers attendent toujours... En effet comme nous l'avons dit auparavant, fin mars 2013, un rapport de la Confédération syndicale internationale déclarait que 1.200 travailleurs migrants originaires de l'Inde et du Népal étaient décédés au Qatar depuis l'attribution au royaume de l'organisation de la Coupe du Monde 2022 et que si rien ne changeait plus de 4000 travailleurs migrants mourraient si les conditions ne changeaient pas d'ici 2022.

## Conclusion

Les logiques d'accumulations dans les monarchies du CCG sont fortement liées à ce système d'exploitation et d'esclavage moderne de ces travailleurs migrants.

La relative stabilité et la vitesse d'adaptation aux crises économiques du capitalisme dans les monarchies Golfe et de ses élites dirigeantes sont étroitement liées à cette structure de classe. Par exemple lors de la crise économique de 2008, les monarchies du Golfe ont vu peu de protestation populaires, malgré l'interruption de nombreux projets de grandes envergures, la chute de la demande des consommateurs et la fermeture de nombreuses entreprises. La population indigène ou citoyenne a néanmoins été relativement épargnée. Pour gérer la crise, il y a eu un ralentissement de l'embauche des travailleurs migrants et - dans des villes comme Dubaï - des milliers ont été renvoyés dans leur pays d'origines. Cela signifie que les conséquences de la crise ont été ressenties par l'accroissement considérable des chômeurs dans les régions environnantes du Golfe et non en leur sein.

De plus, les niveaux très élevés d'exploitation à travers ce système sont en effet possibles parce que

le statut de résidence d'un travailleur est directement lié à son emploi. Une fois qu'ils deviennent chômeurs, ils deviennent « illégaux » et sont tenus de quitter le pays. En d'autres termes, parce que le droit d'être dans le pays est conditionné à l'emploi, les employeurs disposent d'un avantage énorme et d'un outil de pression sur les travailleurs. En outre, la reproduction d'une classe ouvrière est très fragmentée parce que les travailleurs retournent généralement chez eux quand ils terminent leurs contrats - mémoire de classe et liens de solidarité sont faibles, et l'action collective très difficile à entreprendre.

“La construction de réseaux de solidarité avec les travailleurs migrants temporaires du Golfe, particulièrement au sein des mouvements ouvriers et progressistes de la région et au niveau international est absolument fondamentale. Des alliances et autres formes de collaborations doivent être également développées avec les organisations ouvrières des pays d'origines des migrants.

La lutte pour l'abolition de cet esclavage moderne doit être développée et renforcée, tandis que la construction de mouvements sociaux forts dans ces pays par une collaboration de tous les travailleurs, quel que soit leur nationalité, et notre solidarité avec ces derniers font partie intégrante de la lutte contre le centre de la contre révolution, représenté par le CCG, en y amenant la révolution en son cœur.

**Joseph Daher**

---

---

**P.-S.**

\*

<http://syriafreedomforever.wordpress.com/2014/04/03/le-systeme-du-kafala-dans-les-monarchies-du-golfe-ou-lesclavage-des-temps-modernes/#more-6215>